

L'action humanitaire : la vision d'un acteur du Sud¹

La mondialisation de l'économie de marché affecte directement l'action humanitaire qui semble dériver vers un excès de professionnalisation, une surmédiation et un charity business.

Quelles nouvelles attitudes doivent adopter les ONG internationales ? Quelles réponses spécifiques les ONG du Sud peuvent apporter à la crise de l'action humanitaire et aux conséquences psycho sociales de la mondialisation ?

En quoi les humanitaires seraient-ils les acteurs de la mondialisation.

À mon avis, il faudrait commencer par poser la question de savoir de *quels* « humanitaires » il est question ?

S'agit-il de ceux qui sont originaires du Nord et qui se rendent dans des pays du Sud pour des missions ? Est-il question de ceux qui ont accompli leur mission dans les années 60, 70 et 80 ou de ceux qui se rendent aujourd'hui en leur qualité de « professionnels » et qui en retour perçoivent des honoraires très intéressants ?!

S'agit-il d'humanitaires originaires du Sud et qui accomplissent leurs tâches dans leurs propres pays ?

En bref, j'aimerais que soit défini le terme « humanitaire » car il y a une différence selon l'origine mais surtout selon la période historique et selon les motifs qui poussent la personne à détenir ce titre.

J'ai eu souvent l'occasion d'évoquer cette question, et pour être bref, *je dirais que l'humanitaire est de plus en plus en train de perdre ses points de repères, et le contexte de la mondialisation ne favorise pas son retour aux principes d'engagement sincère et humaniste qui sont censés l'animer !*

Je dois dire aussi que, nous avons l'espoir, qu'à travers le Printemps arabe, qui semble avoir un effet sur le monde entier, l'humanitaire retournera à sa forme solidaire ; un humanitaire profondément et sincèrement engagé pour la cause juste des peuples ; un humanitaire tel celui qui prévalait dans les années 70-80, avant que la mondialisation de l'économie de marché et l'affaiblissement de l'Etat aient fait dériver l'action humanitaire vers un excès de professionnalisme technique, une sur-

médiation et la « *charity business* » ; avant aussi l'avènement de « l'industrie des droits de l'Homme » mise en place par les grandes puissances pour justifier des actions telles que l'invasion américaine en Irak...

Cette mondialisation et ses conséquences ont eu un impact fort sur l'Humanitaire et les acteurs de l'Humanitaire. Avec l'affaiblissement de l'Etat Providence, les crises militaires et sécuritaires, le rôle de la société civile, (à travers notamment les ONG), les ONG internationales ont été appelées par des organismes internationaux tels que la Banque Mondiale à répondre aux demandes sociales et à remplir les fonctions des politiques publiques.

Aussi, on peut se demander si le travail de certaines ONG du Nord n'est pas en train de saper les initiatives et les aspirations des peuples vers la démocratie et les droits humains, lorsque ces deux notions sont mises dans toutes les sauces ? Ou lorsque des partenariats sont mis en place par des ONG locales qui ont été créées par des Etats étrangers et qui n'ont aucune légitimité pour travailler sur ces questions ?

Bref, il faut le reconnaître, la technicisation à outrance et le marché de l'humanitaire ont eu des conséquences désastreuses sur les principes d'humanisme et de solidarité et par voie de conséquence sur l'humanitaire mais aussi sur la coopération et l'aide au développement. La preuve est l'élargissement incroyable du fossé entre riches et pauvres, et le constat de désolation que nous avons aujourd'hui en percevant des missions dites humanitaires où se mêlent le politique, les médias et le militaire. En effet, et malgré le nombre très élevé des institutions gouvernementales, intergouverne-

• **Kamel Mohanna**
Président et fondateur de l'association Amel International (Liban)
Coordinateur général du Collectif des ONG libanaises et arabes
Pédiatre, Professeur à l'Université Libanaise
kamelmoahanna@amel.org.lb
www.amelassociation.org
facebook:
amel association
twitter: Amel NGO

1. Cette intervention a eu lieu dans le symposium coordonné par Pierre Micheletti et Daniel Henrys sur « les humanitaires acteurs dans la mondialisation ».

2. Discours d'ouverture (20 septembre 2010) d'Helen Clark, Administratrice du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

3. Communiqué PNUE, New York, le 20 septembre 2010

4. Le Professeur Mustafa Hijazi est docteur en psychologie et auteur de nombreux ouvrages notamment sur les effets psychologiques de la mondialisation.

mentales et non gouvernementales qui ne font qu'augmenter et qui absorbent des budgets faramineux, nous sommes tous à même de constater qu'aujourd'hui nous vivons dans un monde où il y a une crise alimentaire, énergétique et financière et que nous sommes par exemple très loin d'atteindre les objectifs du millénaire pour le développement (OMD): extrême pauvreté, analphabétisme, mortalité infantile...Cela est d'ailleurs confirmé par un rapport publié en juin 2010, lorsque 5 ans avant l'échéance des OMD, plus de 140 chefs d'État et de gouvernement se sont retrouvés à l'ONU (New York) le 22 septembre 2010, réaffirmant leurs engagements, malgré les « crises globales, les catastrophes naturelles et les conflits actuels »². L'ONU, par la voix de son secrétaire général Ban Ki-moon, reconnaît que les avancées sont insuffisantes, la faim touche 925 millions de personnes et les indicateurs sont mauvais pour les objectifs concernant le SIDA, le développement durable, et l'objectif de réduction de la perte de la biodiversité en 2010, qui ne pourra pas être atteint : « si les tendances actuelles se confirment, la perte de la biodiversité continuera jusqu'à la fin du siècle, alors que des milliards de personnes en dépendent directement pour leurs modes de subsistance, voire leur survie »³.

Néanmoins, nous sommes d'accord que l'aide au développement ne bénéficie pas de fonds aussi importants que ceux de l'humanitaire. Ce dernier ayant bénéficié de la mondialisation à une plus grande échelle est devenu un vrai *business* et ses institutions, de réelles entreprises privées.

L'engagement humanitaire a évolué avec la mondialisation. Cette mondialisation a été marquée par la chute de l'Union Soviétique et du Mur de Berlin et, depuis les années 1990, par l'affaiblissement de l'État et l'adoption de l'économie de marché. Les enjeux géopolitiques et les conflits ont évolué parallèlement à ces événements. Le désengagement de l'État « Providence » a laissé de côté des millions de citoyens. La libéralisation du système économique mondial tend vers un monde où les riches s'enrichissent et les pauvres s'appauvrissent. De son côté, le 11 septembre a marqué un tournant décisif dans la polarisation des conflits. L'ennemi n'est plus le communiste

mais le musulman. Chez nous, la position des pays du Nord a été vécue comme celle d'un dominant certain que seul son modèle est le bon. Cela a créé un sentiment d'infériorité et de frustrations. D'autant que les puissances ont entretenu les puissants, et l'intérêt financier prime souvent sur l'intérêt des peuples.

La montée des extrémismes religieux a été l'une des conséquences de cette mondialisation. Là où l'État s'est retiré, ceux-ci se sont développés. Qui incriminer, vers qui se tourner, lorsque l'on souffre, alors que les États affirment qu'ils ne sont pas responsables du fait que l'économie soit aux mains des grandes firmes internationales ? On se cherche alors une autre identité, plus claire, plus rassurante, pour prouver que l'on existe. Le Professeur Mustafa Hijazi⁴ a explicité les mécanismes psychosociaux de ce repli religieux de la manière suivante : les courants religieux s'appuient sur trois leviers pour faire « pression » sur les populations. Tout d'abord, *l'incrimination* : celui qui n'est pas d'accord avec le mouvement religieux est contre lui et donc coupable. Ensuite, la *culpabilisation* : celui qui remet en question le dogme n'est pas un bon croyant ; Dieu le punira. Enfin, la *proscription* : celui qui n'est pas avec moi est contre moi, car il est un ennemi de la religion. Incrimination, culpabilisation et proscription. **Voilà quelques conséquences psychosociales de la mondialisation.** Celles-ci vont contre la citoyenneté. Comment ensuite renforcer la solidarité, parler du respect des droits de l'Homme, lorsque ces mouvements excluent l'Autre et nourrissent ainsi le cercle vicieux de l'exclusion ?

Au Liban, nous avons vécu l'expérience suivante :

Durant la guerre qui a duré plus de quinze années, nous avons bénéficié du soutien de nombreuses ONG dont Médecins sans frontières et Médecins du monde. Nous avons été témoins de la solidarité et des valeurs humanistes qui animaient les volontaires qui venaient vivre avec nous notre tragique quotidien en risquant leurs vies tous les jours au même titre que nous. *Ils le faisaient avec aucune autre motivation que celles de la solidarité et de la générosité et n'avaient en général aucune attente d'ordre pécuniaire ou intéressée.*

Après la guerre (1990), les choses ont changé. Nous avons été témoins du changement de profil des humanitaires qui venaient en "donneurs de leçons", souvent bardés de diplômes mais surtout très éloignés de la réalité du terrain. Représentants d'ONG (du Nord évidemment) devenues très riches⁵, c'étaient les nouveaux acteurs de l'humanitaire et les "aventuriers du XXI^{ème} siècle"⁶

Nous avons alors vu défiler des consultants et des experts techniques envoyés par les ONG partenaires pour nous apprendre notre travail alors qu'ils n'ont souvent aucune connaissance du terrain. Nous avons rencontré l'arrogance de nombreux représentants de partenaires et de bailleurs qui prétendaient savoir mieux que nous ce qui doit être fait sur le terrain et comment !

Néanmoins et malgré tout, l'association Amel, depuis sa création, entend rester un trait d'union entre Nord et Sud, en favorisant le travail des organisations du Nord au Liban, tout en se positionnant clairement pour des relations plus égales et plus justes entre le Nord et le Sud. Amel croit à la nécessité d'un partenariat solidaire et juste car ce n'est qu'à travers un réel partenariat qu'émergeront des forces capables de mettre les Etats du Nord comme du Sud devant leurs responsabilités.

Amel est une ONG libanaise (non confessionnelle) née en 1979 après la première invasion israélienne du Sud Liban en 1978, alors que le Liban vivait une guerre tragique qui dura plus de 15 années⁷.

Depuis sa création en situation d'urgence humanitaire dans un Liban en pleine guerre fratricide et avec une partie du Sud Liban occupée par Israël, l'association Amel a su préserver son indépendance et son identité propre. La capacité d'Amel d'avoir pendant plus de trente années été acteur dans toutes les régions, avec toutes les communautés tout en revendiquant plus de droits et des services de qualité pour tous, est en soi presque un exploit. Durant la guerre civile, alors que le pays était divisé en zones communautaires et que chacun risquait sa vie en se déplaçant d'une zone à l'autre, l'association Amel s'est implantée dans des régions de confessions et d'orientations politiques diverses.

Alors que les luttes opposaient les différentes milices, et alors même que la Croix Rouge Internationale était contrainte de fermer ses portes à un moment donné, Amel ouvrait des centres de développement communautaire dans toutes les régions, y compris à proximité des centres de réfugiés palestiniens, pour proposer ses services et programmes tant aux Libanais qu'aux Palestiniens. Outre son intervention d'urgence humanitaire, Amel orientait déjà son action vers des projets de développement.

Aujourd'hui encore, alors que la guerre est terminée, la situation au Liban reste instable et la vie quotidienne est toujours marquée par les divisions communautaires et les conflits internationaux.

Dans ce contexte, propice aux discriminations et aux inégalités, et où l'Etat est faible, l'association Amel poursuit son engagement dans la promotion de l'égalité et du droit de tous à s'exprimer et à vivre dignement dans des régions contrôlées par des mouvements opposés à ces valeurs. Dans un Liban miné par le clientélisme politique et le confessionnalisme, Amel s'est développée et étendue sur l'ensemble du territoire libanais, indépendante des mouvements politiques et/ou confessionnels et créant un courant parallèle totalement dévoué au développement équilibré,

5. Pour l'année 2000 (même approximativement) et en dollars américains pour : le « Groupe World Vision » un pouvoir de dépense de 900 millions ; le « Groupe Care » 600 millions ; le « Groupe Oxfam » 500 millions ; le « Groupe Save the Children » 365 millions [Ian Smilie, « La montée de l'ONG transnationale », 2002, p. 61].

6. Bernard Kouchner, in Le Débat " La grande aventure du XX^{ème} siècle qui s'achève s'appelait le marxisme. La grande aventure du XXI^{ème} siècle commence et s'appellera mouvement humanitaire".

7. Le président de l'Association Amel est le Coordinateur Général du Collectif des ONG libanaises et arabes



au dialogue et à l'acceptation de l'Autre puisque tous et chacun veulent atteindre le même objectif : *vivre le mieux possible, loin des inégalités et de l'injustice.*

La vision d'Amel est basée sur *une approche participative et respectueuse de l'humanité de chacun* conduisant à l'autonomie économique et sociale des populations locales.

C'est dans ce sens que l'association a adopté le slogan « Pensée positive et optimisme permanent », afin de réunir les efforts de chacun pour que les discours se concrétisent en action sur le terrain. La stratégie d'Amel s'appuie sur une offre de *services* de qualité comme socle pour les *programmes de développement* pour aboutir au renforcement de la *culture de droit* et du concept d'appartenance citoyenne ; une appartenance qui tend vers la promotion des droits civils de tous les citoyens sans distinction confessionnelle, socio-économique ou politique.

Les programmes de développement s'appuient sur les besoins réels des populations et ont pour *objectif ultime l'aboutissement à une culture de droit.*

La présentation de services qui répondent à des besoins fondamentaux tels que la santé et l'éducation est un socle qui permet de renforcer les capacités des individus à s'exprimer et à exercer leur rôle de citoyens. Amel a choisi de s'engager au plus près de la population tout en dialoguant continuellement avec les autorités politiques, afin de renforcer leurs connaissances et leurs capacités à travers de nombreux projets emblématiques en faveur de la tolérance et du dialogue.

Le dialogue entre les différentes communautés est au centre des préoccupations d'Amel. Dans un pays où se côtoient 18 confessions, les Libanais vivent encore trop souvent dans l'ignorance de l'Autre, situation qui renforce les idées reçues et les préjugés. Cela est sans aucun doute très néfaste à l'unité nationale, aux chances de développement et à la paix.

Son engagement dans les régions déshéritées du Liban, mais aussi auprès des réfugiés et

des travailleurs migrants exploités repose sur la volonté d'Amel de promouvoir les droits fondamentaux de TOUS et d'agir concrètement pour voir ces droits se concrétiser. C'est en travaillant directement sur le terrain, avec et aux côtés des populations qu'Amel a pu créer un lien de confiance, acquérir un soutien fort et perdurer.

Amel appuie son action sur la conviction que le changement est possible à condition de reconnaître son caractère long et complexe, de baliser la voie en adoptant l'approche du cumul des expériences, la valorisation des ressources et un esprit positif et fédérateur.

En tant qu'association porteuse de valeurs humaines, Amel a toujours pris part à la promotion des droits de l'Homme et des droits civiques. C'est une association qui travaille beaucoup avec les jeunes et les enfants dans le but de renforcer leur connaissance des droits fondamentaux et leurs capacités à s'engager comme acteurs fondamentaux dans la société civile.

L'association Amel a désormais le statut d'ONG internationale ; elle est devenue **Amel International**, pour être en mesure de mieux collaborer avec des partenaires du Sud et du Nord.

Il est temps de cesser cette industrie des droits de l'Homme mise en place par les grandes puissances dans le but de justifier leurs interventions et qui mènent à l'élargissement du fossé qui existe entre les riches et les pauvres ; il est temps de revenir à un partenariat sincère, juste et équitable entre le Nord et le Sud, basé sur des valeurs d'humanisme et de droits humains afin de bâtir un futur commun solidaire et humaniste.

Amel est engagée dans cette voie et en collaboration avec les membres des sociétés civiles du Sud et du Nord, en acteurs solidaires et avec une approche d'égal à égal, nous pouvons travailler ensemble à travers un partenariat réel et solidaire, pour un monde plus juste et plus humain. ||